

Stocks:

LE COMPTAGE CONTINUE



© Gitta Edelmann

Le point culminant d'une charge imaginaire : mokahala en l'air. Meknes, Maroc.

En 2004, des pays appartenant à toutes les régions du monde étaient encore affectés par la prolifération des armes légères. Pour les Etats-Unis et leurs alliés en Afghanistan et en Irak, la facilité de l'accès des civils et des insurgés aux armes à feu, roquettes et explosifs reste un obstacle considérable à la sécurité des personnes et à la stabilité politique. De grands pays comme l'Australie, le Brésil, le Canada et la Chine ont poursuivi la mise en œuvre de réformes nationales visant à réduire la violence armée. Bien que moins remarquables, des programmes similaires ont été mis en place par d'autres gouvernements et sociétés civiles.

Ce chapitre se concentre sur le rôle que peut jouer la réduction de la circulation des armes légères dans la gestion des stocks mondiaux d'armes. Il examine également l'état des stocks militaire, policier et civil dans deux régions qui commencent tout juste à prendre ces questions en considération: l'Asie du Nord-Est et le Moyen-Orient.

Le désarmement sous égide internationale était l'aspect le plus en vue de la gestion des stocks d'armes légères en 2004, les initiatives les plus marquantes ayant été lancées en Afghanistan, en Irak et au Libéria. Les problèmes rencontrés pour désarmer l'Irak ont mis en évidence les nombreuses insuffisances de ces initiatives. Les responsables de la coalition ont appris progressivement quelles démarches étaient les plus efficaces et les limites de ce qui pouvait être réalisé. Des efforts politiques ont été déployés en Colombie, à Haïti, en Côte d'Ivoire et au Nigeria, et des propositions de désarmement ont joué un rôle majeur dans les tentatives de résolution des conflits en Inde, au Liban, en Palestine, en Espagne, au Soudan et ailleurs. Des initiatives nationales, moins visibles mais potentiellement aussi efficaces sur le long terme, ont mis l'accent sur la réduction de la violence armée. Le poids grandissant de ces initiatives atteste de l'acuité de la question et de la détermination d'un nombre croissant d'Etats à mettre en œuvre un programme de gestion des armes légères.

Parmi les plus grands succès remportés dans la gestion des stocks militaires, on compte des projets sous l'égide de pays membres de l'OTAN visant à éliminer les excédents d'armes légères. La destruction unilatérale d'armes se poursuit à un rythme élevé en Europe de l'Ouest, de l'Est, et dans les Balkans, où l'assistance apportée par ces pays membres de l'OTAN a facilité la destruction de centaines de milliers d'armes indésirables, qui ne pourront ainsi jamais être exportées vers des régions instables politiquement ni alimenter les marchés illégaux. La destruction prévue en Ukraine d'un excédent de 1,5 million d'armes légères est l'entreprise de ce genre la plus ambitieuse conduite à ce jour.

Une initiative nationale de désarmement lancée au Brésil a permis d'éliminer plus de 300.000 armes à feu remises volontairement par leurs propriétaires jusqu'en mars 2005.



© Walthiq Khuzate/Getty Images

Un garde national irakien conduit un camion chargé d'armes collectées à Sadr City, à Bagdad, en octobre 2004 (SAS p. 73).

Une initiative nationale de désarmement lancée au Brésil a permis d'éliminer plus de 300 000 armes à feu remises volontairement par leurs propriétaires jusqu'en mars 2005. Des programmes nationaux de moindre ampleur ont été entrepris en Australie, en Afrique du Sud et dans plusieurs autres pays. Le pays le plus important échappant à cette tendance générale était les Etats-Unis, où des lois fédérales et d'état régissant la détention privée ont été assouplies, la mesure la plus frappante étant l'annulation d'une loi vieille de dix ans restreignant les ventes de fusils d'assaut.

Une meilleure gestion des stocks d'armes légères nécessite une connaissance toujours plus précise des endroits où se trouvent les armes, de leurs détenteurs, et des modèles qui représentent le plus grand danger. Depuis l'offensive diplomatique des années 1990 sur la question des armes légères, quelques régions sont restées à l'écart des efforts visant à comprendre les problèmes créés au niveau local par ces armes. Ce chapitre prête une attention toute particulière aux deux plus grandes de ces régions, l'Asie du Nord-Est et le Moyen-Orient.



© China Photos/Getty Images

La police expose des armes saisies auprès de trafiquants à Chengdu, en Chine, en janvier 2005.

A l'exception du Japon, seul pays d'Asie du Nord-Est à rendre publiques des informations sur les stocks d'armes à feu de sa police et de sa population civile, on ne sait pas grand-chose des armes légères détenues dans la région. Les détails de la détention d'armes ne peuvent que faire l'objet d'hypothèses et estimations. On estime que l'Asie du Nord-Est abriterait, au minimum, des arsenaux militaire et policier de 22 à 42 millions d'armes à feu. L'étendue de la possession individuelle d'armes à feu dans une grande partie de la région reste peu connue. Selon des responsables chinois, plus de 4 millions d'armes à feu illicites ont été saisies depuis 1996, ce qui laisse à penser que les chiffres totaux pourraient être beaucoup plus élevés que ce que l'on suppose habituellement.

Le Moyen-Orient présente une situation extrêmement diverse, avec des pays où la détention d'armes est relativement inhabituelle, comme le Maroc, dont le cas est étudié ici plus en détail, et d'autres où la détention d'armes semble atteindre des niveaux parmi les plus élevés au monde. La population du Moyen-Orient détient ainsi entre 45 et 90 millions d'armes à feu. Les représentants de plusieurs gouvernements ont exprimé leur inquiétude quant à la possibilité que la violence armée devienne une menace importante pour la sécurité publique et une source d'instabilité régionale. Alimentée par des forces démographiques et économiques, la détention d'armes à feu au Moyen-Orient est susceptible de prendre de plus en plus d'ampleur.

Au Moyen-Orient, les populations détiennent entre 45 et 90 millions d'armes à feu.